



DAVE CHAN/AFP/GETTY IMAGES

La CBC et les médias d'État du Canada

L'indépendance des médias appartient au passé.

- Abraham Blondeau
- [21/02/2022](#)

Lors d'une interview du 29 décembre, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a qualifié les Canadiens non vaccinés de personnes qui « souvent ne croient pas en la science », de « misogynes » et de « racistes », et il a demandé si ces personnes devaient être « tolérées par la société ».

Ces commentaires explosifs sont passés presque inaperçus, à l'exception du *Western Standard* qui a publié l'histoire en fin d'après-midi. On pourrait penser qu'il s'agit d'un gros titre dans tout le Canada, mais aucun grand média canadien n'a repris l'histoire, sauf le *National Post*, qui a publié un article d'opinion plus d'une semaine plus tard. Pourquoi les médias sont-ils restés silencieux ?

Une semaine plus tard, la *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC) a rapporté que « Trudeau dit que les Canadiens sont 'en colère' et 'frustrés' par les non-vaccinés. » Trudeau a imputé les confinements d'omicron et les pénuries de soins de santé aux personnes non vaccinées. Après seulement quatre jours, le ministre fédéral canadien de la Santé, Jean-Yves Duclos, a annoncé que les provinces allaient probablement bientôt rendre la vaccination obligatoire. Ces propos ont été relayés par tous les organes de presse, mais presque tous ont omis de signaler également qu'il y a plus de patients vaccinés dans les hôpitaux et plus de cas vaccinés que de cas non vaccinés.

Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de la partialité collective des grands médias canadiens dans leurs reportages. Qu'est-ce qui se cache derrière ces reportages sélectifs ?

Un sondage réalisé en septembre 2010 a révélé que les Canadiens classaient *CBC News* plus à gauche que CNN, MSNBC, BBC et de nombreux autres médias. CBC est unique car elle est financée par l'argent des contribuables en tant que société d'État.

En fait, presque tous les organismes de presse au Canada sont financés d'une manière ou d'une autre par le gouvernement Trudeau. Les médias indépendants au Canada ont presque disparu.

Phare de vérité ?

CBC-Radio Canada a été créée en 1936 par la Loi sur la radiodiffusion canadienne. Modelée sur la *British Broadcasting Corporation* (BBC), elle a été créée pour s'assurer que le contenu de la radio canadienne, et plus tard de la télévision, ne soit pas dominé par les États-Unis. Dans les années 1930, il y avait peu de stations de radio au Canada qui avaient la largeur de bande ou la popularité nécessaires pour concurrencer les stations basées aux États-Unis. La CBC a été créée par crainte que la culture américaine ne consume lentement la culture canadienne si aucune mesure n'était prise.

Depuis, CBC est devenu un conglomérat médiatique avec un service d'information, un service *streaming* (diffusion en flux), de multiples chaînes de radio et de télévision. Elle reçoit plus d'un milliard de dollars par an de la part des contribuables, en plus des recettes publicitaires qu'elle génère, qui sont en chute libre, avec une baisse de 53 pour cent en 2019, et de 10 pour cent supplémentaires en 2021. En 2019, seulement 0,8 pour cent des Canadiens se sont branchés pour regarder *CBC News*.

La CBC est à la pointe du mouvement *woke* (éveillé) au Canada. « En peu de temps, la CBC est passée d'une source d'information fiable à une source de clics qui ressemble à une parodie de la presse étudiante », a écrit Tara Henley, qui a récemment quitté son emploi à la CBC en signe de protestation. « C'est adhérer, avec enthousiasme, à un programme politique radical... qui monétise l'indignation et attise les divisions sociales. C'est prétendre que la vision du monde '*woke*' est quasi universelle—même si elle est loin d'être populaire auprès de ceux que vous connaissez, à qui vous parlez, que vous interviewez et que vous lisez. »

Henley a expliqué que les rédacteurs en chef de *CBC News* sont obsédés par la race, les micro-agressions, la mise en avant des politiques gouvernementales, et ne permettent aucun débat sur des questions importantes telles que le mandat de vaccination, les confinements et les coûts de logement.

Cela est clairement évident par une visite rapide de son site Web. Il vient de lancer un nouveau programme intitulé «*Being Black in Canada*» (Être noir au Canada), qui présente des histoires expliquant à quel point le Canada est systématiquement raciste. L'un de ces articles explique que Terre-Neuve est systématiquement raciste parce que la morue qui y est pêchée était utilisée pour nourrir les esclaves en Jamaïque.

Un article publié à la fin de l'année 2021, intitulé «*Words and Phrases You May Want to Think Twice About Before Use*» [Mots et expressions auxquels vous devriez réfléchir à deux fois avant de les utiliser], présente 18 mots qui devraient être interdits parce qu'ils offensent les minorités raciales ou les personnes handicapées. Parmi ces mots, citons mouton noir, boiteux, angle mort, sourd et animal spirituel. En 2019, la CBC a été prise en flagrant délit de mauvaise interprétation d'un sondage et a déclaré que 40 pour cent des Canadiens avaient été victimes de racisme sur leur lieu de travail. En réalité, le sondage a montré que seulement 8 pour cent l'ont fait.

Blacklock's Reporter a révélé que des animateurs de longue date de la CBC incitaient les reportages sur le changement climatique à n'utiliser que le terme « crise climatique » pour tenter de susciter un sentiment de peur.

CBC a également une longue histoire de réécriture de l'histoire canadienne à travers ses documentaires influents, qui sont souvent utilisés dans les écoles. En 1992, CBC a participé à la production d'un documentaire sur la Seconde Guerre mondiale intitulé *The Valor and the Horror*, [Le courage et l'horreur] qui décrivait les bombardements de l'Allemagne comme des actes de génocide. En réponse, des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale ont créé le documentaire *No Price Too High*, [Pas de prix trop élevé] que la CBC a refusé de diffuser. Les anciens combattants ont été obligés de faire appel au réseau américain PBS pour diffuser le film. En 2002, CBC a fait une reconstitution du procès de Louis Riel, qui a été jugé pour trahison en 1885 et exécuté. « Le but, cependant, était de s'assurer que Riel soit dépeint comme un martyr de la cause de la justice autochtone et peut-être de la cause du multiculturalisme », a écrit Barry Cooper pour *C2C Journal*. Pour son 150^e anniversaire, CBC a créé « *Keep Calm and Decolonize* » [Gardez votre calme et décolonisez], tout en annulant « *Transgender Kids* » [Enfants transgenres], qui offrait un regard équilibré sur la dysmorphie de genre chez les enfants.

Lors de l'élection surprise de 2021, Facebook a désigné CBC comme vérificateur officiel des faits—une organisation de presse financée par le gouvernement libéral était censée vérifier de manière impartiale les faits de ce même gouvernement. CBC a également été prise plusieurs fois en train d'interviewer des experts faisant des affaires avec le gouvernement fédéral sans déclarer le conflit d'intérêts possible.

Catherine Tait, PDG de CBC, lors d'une session parlementaire en 2019, a déclaré : « En un sens, nous devenons un phare pour la vérité. Nous avons besoin que le public se sente en sécurité, que nous soyons un phare pour cette vérité. » Ce

« phare de la vérité » a un programme de plus en plus *woke* et est incroyablement favorable à Justin Trudeau, qui, depuis qu'il est devenu premier ministre, a drastiquement augmenté le financement de la société d'État en difficulté. CBC a pleinement adhéré aux politiques ultra-politiquement correctes et *woke* de Trudeau et a utilisé sa position puissante pour faire avancer ce programme, même si cela signifie répandre de la désinformation.

Cependant, les faits révèlent que CBC n'est pas le seul organisme de presse financé par le gouvernement au Canada.

Le ministère de la Vérité

Derek Fildebrant, éditeur du *Western Standard*, a écrit dans « *Comment Trudeau a acheté les médias* » : « L'écrasante majorité des médias canadiens est achetée, et payée, par le gouvernement fédéral. [...] Dans son budget 2019, le gouvernement fédéral a déployé près de 600 millions de dollars en subventions pour certains médias qui obtiennent l'approbation du gouvernement fédéral. » Ce renflouement a pris la forme d'une subvention salariale.

Cet argent du Fonds de soutien d'urgence du COVID a été distribué à des conglomerats médiatiques qui gèrent généralement plusieurs organes de presse différents. Pour avoir accès à l'argent, les organisations doivent s'inscrire pour obtenir une licence gouvernementale de média qui est réglementée par la bureaucratie gouvernementale. Seuls les « organismes de journalisme canadiens qualifiés » peuvent recevoir l'argent. L'organisme de presse de droite *Rebel News* a été considéré comme un site d'information non qualifié.

Un autre montant de 60 millions de dollars a été distribué aux organisations médiatiques en 2020. « 572 périodiques ont reçu un total de 15,4 millions de dollars. La deuxième phase du Fonds de soutien d'urgence prévoyait une formule pour récompenser l'investissement dans le contenu rédactionnel afin d'aider les magazines et les journaux communautaires gratuits, numériques et à faible diffusion qui ne reçoivent pas de financement de l'ATP [Aide aux éditeurs]. Il y avait 792 bénéficiaires financés à hauteur d'environ 45 millions de dollars », rapporte *Canadaland*.

Ensuite, il y a l'Initiative de journalisme local (IJL), dotée de 50 millions de dollars, qui permet aux organes de presse d'engager des reporters aux frais du gouvernement. Souvent, ces reportages sont publiés dans plusieurs journaux gérés par le même conglomerat. Le comité d'initiative (créé par le gouvernement Trudeau) décide qui peut prétendre à ces emplois, et les faits montrent qu'il s'agit de radicaux de gauche, comme l'explique Peter Mezies du *C2C Journal* :

Les voix que le gouvernement souhaite voir amplifiées—celles que les administrateurs du programme IJL qualifient de « mal desservies »—seront diffusées dans tout le pays. Dans le cadre de ce programme, tous les articles produits par des auteurs financés par le gouvernement sont amplifiés bien au-delà de la portée souvent modeste de la publication originale, car ils sont distribués aux frais du gouvernement par la presse canadienne. Tout débat sur la question de savoir si la copie est conforme aux normes journalistiques communément admises est sans objet, une fois qu'un journaliste a été pré-approuvé par le jury de l'IJL.

Le gouvernement Trudeau a affecté 10 millions de dollars supplémentaires à des « mesures spéciales pour le journalisme » pour 2022. La moitié des entreprises qui ont fermé leurs portes pendant les mesures de fermeture de 2021 sont toujours fermées, ce qui représente une perte de 740,800 emplois pour les petites entreprises. Pourquoi le gouvernement Trudeau donne-t-il des millions pour garder les entreprises médiatiques ouvertes mais laisse-t-il des milliers de petites entreprises s'effondrer ? Si l'argent des contribuables permet à ces médias de rester viables, en quoi sont-ils différents de la CBC ?

Selon le *Western Standard* et *Canadaland*, la plupart des médias au Canada sont financés et soutenus par le gouvernement. (Pour une liste complète des organisations qui ont accepté le renflouement du gouvernement, veuillez consulter le bas de la page de *Canadaland* [ici](#).) Les seuls organes de presse indépendants qui restent sont le *Western Standard*, *Blacklock's Reporter*, *Canadaland*, *True North* et *Rebel News*.

La vérité vous rend libre

Le gouvernement Trudeau s'apprête à accroître le contrôle du gouvernement sur l'Internet par le biais de trois nouveaux projets de loi qui seront présentés au Parlement avant mars 2022. La première mesure interdira les discours haineux sur toutes les plateformes Internet au Canada. Si un article, un commentaire ou un contenu est signalé comme « haineux », les bureaucrates du gouvernement enquêteront et auront le pouvoir de supprimer ce contenu et d'imposer des amendes. La deuxième mesure obligera les plateformes Internet étrangères à créer du contenu canadien et à payer des droits si elles tirent profit du contenu des nouvelles. La troisième mesure élargira le pouvoir des organismes de réglementation afin qu'ils puissent surveiller le contenu en ligne et appliquer à l'Internet les mêmes réglementations que celles qui existent à la télévision.

Si ces projets de loi sont adoptés par les deux chambres du Parlement, l'avenir de la vérité au Canada s'annonce très sombre.

La Bible prophétise qu'en ces derniers jours, la vérité fera défaut (Ésaïe 59 : 14-15). La *Trompette* a écrit dans « '[Fake News](#)' and the Shifting Media Landscape » [*Les 'fausses nouvelles' et l'évolution du paysage médiatique*—disponible uniquement en anglais] : « Le changement auquel nous assistons vers un paysage médiatique 'post-vérité' dans lequel « la vérité a disparu » donne à réfléchir. Mais il y a de grandes raisons d'espérer. La Bible indique clairement que l'amour de

Dieu 'se réjouit de la vérité', et que la 'vérité vous affranchira' (1 Corinthiens 13 : 6 ; Jean 8 : 32). »

Où pouvez-vous trouver cette vérité qui vous rendra libre et qui peut vous amener à vous réjouir ? *LaTrompette* est le seul endroit où vous pouvez trouver la vérité sans embellissements, toujours libre et exempte de tout financement d'intérêt spécial. C'est le seul endroit où vous pouvez trouver la vérité de la Bible expliquant les événements actuels. C'est la vérité dont nous avons tous désespérément besoin pour vivre avec espoir.